

Mettre la démocratie au service de la paix et du développement durable: construire un monde tel que le veut le peuple

Monsieur le Président,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

La démocratie et les droits fondamentaux restent des biens communs fragiles, menacés et maltraités. Les parlements doivent en être l'un des *remparts*.

Et j'aimerais dans ce contexte apporter mon soutien au plaidoyer de notre collègue Norbert Lammert.

Depuis le 11 septembre 2001, la symbolique des tours qui s'effondrent - qui est celle d'un monde anarchique, non régulé - a pris le devant sur celle du « revolver noué » qui se dresse devant le siège des Nations Unies ici à New York et qui a été offert par le Gouvernement luxembourgeois aux Nations Unies en 1988 - symbolisant, au contraire, la non-violence, la coopération, l'amitié entre peuples, un

monde régulé par des normes définies communément, où les plus forts agissent dans le respect des plus faibles.

Depuis plus de dix ans, j'ai l'impression que les responsables politiques sont devenus des pompiers, condamnés à éteindre des incendies qui surgissent de partout, ou pire encore, des spectateurs. Je ne puis accepter ce rôle.

Faire de la politique, c'est poser durablement des jalons pour garantir le bien-être des gens, en créant les bases d'un vivre ensemble harmonieux.

Au lieu d'éteindre des incendies, il faut attaquer les problèmes à la racine.

Au lieu d'être spectateur, il faut être acteur.

C'est la raison pour laquelle je suis venu ici avec un brin d'espoir – un espoir qui est en même temps, pour moi, une source de perplexité.

Les parlements et les assemblées parlementaires internationales font partie intégrante du processus de mise en œuvre de ces objectifs et notre réunion est l'une des plus belles expressions du rôle que nous pouvons jouer.

Chers collègues,

En 2015, l'ONU définit une nouvelle fois les recettes pour *faire la paix*.

Alors que tout, en politique, semble dominé par l'urgence, l'ONU inscrit notre action dans la durabilité. L'ONU définit le cap que nous devons maintenir, nous offre un fil conducteur pour construire un monde meilleur.

C'est ce qui me donne espoir.

Ma perplexité provient du fait qu'alors même que nous connaissons, souvent depuis longtemps, les recettes pour favoriser le développement durable, l'état actuel du monde semble défier ce constat.

Les nombreuses avancées, en matière de diminution de la pauvreté, de réduction de la mortalité infantile, d'augmentation de la scolarisation et les succès de la lutte contre les maladies, notamment, font que je suis pourtant

persuadé que l'ONU ne mène pas un travail de Sisyphe.

Je suis convaincu, aussi, que les recettes sont bien les bonnes.

Les parlements peuvent et doivent aider concrètement à mettre en œuvre les 17 objectifs des ODD à travers cette approche qui prend en compte l'aspect interconnecté du développement - tant humain qu'environnemental - , de la sécurité, de la santé, des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

A titre d'exemple, je voudrais citer les drames que nous vivons actuellement en relation avec la problématique des réfugiés. Les images de centaines de noyés aux abords de nos côtes nous ont choqués et réveillés en même temps.

Cette problématique, ce défi, nous montre que les conflits, les guerres, les famines et la terreur, si lointains qu'ils puissent nous sembler, peuvent vite nous rejoindre et frapper à nos portes.

Plus moyen de sublimer, plus moyen de faire la politique de l'autruche.

La leçon que nous devons en tirer en tant que communauté des peuples, est de nous donner les moyens d'agir contre ces fléaux, là où ils se présentent.

En urgence, solidarité avec les réfugiés, et en permanence fermeté avec les responsables de tels drames, qui souvent sont de vulgaires criminels. Mais, en même temps, examiner et éliminer les causes qui poussent tant de personnes à quitter leur pays. Un certain nombre fuient la misère et la pauvreté. Il faut créer des emplois stables et des revenus décents. Nous devons et pouvons y contribuer par la mise en place de politiques commerciales et de développement plus cohérentes.

La globalisation en termes économiques et financiers s'est bien installée, et bien réalisons la aussi en termes de droits fondamentaux, de solidarité et de justice.

Construire un monde, «tel que le veut le peuple», - thème de notre projet de conclusions, - n'est pas un appel au populisme, mais implique la construction d'un système international qui n'est pas fondé sur les égoïsmes nationaux, la raison d'Etat et, a fortiori, sur la raison des *grands* Etats.

Le Luxembourg s'inscrit pleinement dans cette dynamique de coopération internationale.

Mon pays, et notre Parlement en est le garant, fait partie de ceux qui contribuent à la coopération au développement à raison de plus de 0,7% du PIB. Mais bien des progrès restent à faire sur le plan de l'APD par la plupart des pays riches. Alors que les OMD (objectif no 8) prévoyaient que les pays riches contribuent une APD de 0,7% de leur RNB d'ici 2015, seuls cinq pays respectent cet engagement. Cet objectif est repris parmi les ODD.

La présidence du Conseil de l'Union européenne que mon pays tient jusqu'en décembre a été placée sous le signe du citoyen et de la politique sociale. Je tiens également à saluer le rôle de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, présidée par ma collègue luxembourgeoise Anne Brasseur (qui

se trouve aujourd'hui parmi nous) et qui défend avec beaucoup de vigueur et engagement les valeurs de cette organisation, en Europe et au-delà.

Quand je disais, il y a un instant, que les parlements doivent être les remparts de la démocratie, il faudra s'assurer que les citoyens ne se trouvent pas du mauvais côté des murs.

L'exclusion sociale et politique est la racine de toute conflictualité et tout argent investi dans la justice sociale et la solidarité entre Nord et Sud coûtera certainement moins cher que la gestion des tensions qui en résulteraient autrement. Oui, la solidarité a un prix, mais n'oublions pas que l'absence de solidarité risque de coûter beaucoup plus cher. Et pour ceux qui en doutent, ils se laisseront peut-être convaincre par la vague de réfugiés.

À l'instar de l'ONU, des ODD, nous mettons aussi dans nos conclusions l'accent sur les jeunes, la lutte contre le chômage des jeunes, le droit fondamental à une excellente éducation publique.

Il faudrait selon moi mettre en œuvre les ODD avec des priorités axées sur les jeunes, l'éducation et la création d'infrastructures, de conditions sociales et des libertés nécessaires qui donnent envie à ceux qui sont l'avenir de nos sociétés de contribuer à leur construction et de ne pas les quitter.

Créer pour ces jeunes des emplois, une perspective de vie digne est une priorité absolue. Il faut donc construire des capacités de production dans tous les secteurs économiques. Cela implique le renforcement de la politique de développement mais aussi une régulation appropriée des marchés et une protection des petits producteurs qui ne sont pas en mesure, durant une certaine période, à faire face à la concurrence internationale. C'est, à mon avis, la grande faiblesse des ODD qui risquent de ne pas conduire à un véritable développement.

En investissant davantage dans l'avenir des jeunes et la justice sociale, nous aurons à investir moins dans des tuyaux d'incendie.

Je vous remercie de votre attention.